



N° BLA/18 - 9 juin 1959

## NATIONALISME NORD-AFRICAIN

**P. GRILLOU**

*Texte de la conférence prononcée par le R. P. Grillou, P.B., le 24 mars 59 à la Chaire des Missions à Lyon. L'exposé conserve évidemment les caractères du style parlé et personnel. Il n'entre pas dans les détails concrets du drame maghrébin actuel, mais il nous achemine, par une synthèse très valable rappelant les jalons historiques essentiels, vers une large compréhension de cet important problème et vers des réflexions clairvoyantes sur la tragédie algérienne. (Envoi complémentaire du bulletin de liaison entre auxiliaires laïcs de la mission du Sahara, n° 4 et 5)*

Lorsque j'eus accepté de traiter ce sujet "Le Nationalisme Nord-Africain", de divers côtés on me dit : "Que diable allez-vous faire dans cette galère ? Quoi que vous disiez, vous aurez toujours tort".

Aussi, dès l'abord, je tiens à préciser tout net : ma conférence n'est pas une déclaration sur l'Algérie. Je ne pense pas que mon opinion sur ces questions ait grande valeur à vos yeux, ni qu'elle puisse influencer votre jugement. Vous n'aurez pas la naïveté de croire qu'après m'avoir supporté une heure durant, vous serez en possession de "La" solution, cette solution que tout le monde cherche et que personne ne trouve (moins que quiconque, ceux qui claironnent à tous échos les solutions simplistes de droite ou de gauche), solution que le chef de l'État lui-même ne parvient pas à imposer.

D'ailleurs, une déclaration de plus irait grossir le terreau des déclarations et manifestes (dans un sens ou dans l'autre) dont les Français sont si friands. Ils s'imaginent, après avoir, comme ils disent en bombant le torse, "pris position" (dans un sens ou dans un autre) que le travail est, selon le mot de Lyautey, "bougrement plus avancé". Le malheur est qu'il n'a pas avancé d'un pouce.

Confortablement assis dans son fauteuil et les pieds au chaud, on juge en quelques lignes l'action des combattants (de l'un ou l'autre bord), l'attitude de populations souvent en danger de mort (dans l'un et l'autre camp), l'action du clergé et des missionnaires qui, depuis quatre ans tiennent dans un pays en guerre, tirillés jour et nuit entre une armée en opération (l'armée de leur propre pays) et une population au milieu de laquelle ils maintiennent la présence active de l'Église selon les consignes de la hiérarchie responsable.

On parle, on écrit, on juge et, malheureusement, on n'a pas les éléments pour parler, écrire, juger ; ou plutôt on a des éléments partiels pour des jugements partiels.

Il est d'ailleurs remarquable que toucher à ces questions du nationalisme en pays d'Islam, engendre presque toujours, de part et d'autre, un dialogue de sourds. Cette aventure m'est arrivée aussi du côté musulman. Une revue suisse m'avait demandé un article tout à fait irénique sur "l'Islam et les Chrétiens". Je m'étais placé uniquement du point de vue religieux. Je m'attirai la réponse d'un

professeur de journalisme à la Faculté des Lettres du Caire, auteur disait-il de 20 volumes ! (je n'en ai pas autant à mon actif et j'étais battu d'avance !). Il louait mon souci d'objectivité et, en même temps, prenait argument de toutes les horreurs de tous les colonialismes et impérialismes anti-musulmans depuis les Croisades jusqu'à Israël ; sans penser un seul instant qu'il put y avoir dans l'Histoire trace d'impérialisme islamique. Je lui répondis à mon tour que nous n'étions pas sur le même plan, que nous risquions de discuter ainsi fort longtemps s'il mêlait continuellement le point de vue religieux et le point de vue politique que, justement, je m'étais efforcé de séparer ou du moins de distinguer.

Vous devinez ainsi mes chers amis, que le sujet de notre conférence devient excessivement vaste.

Le Nationalisme Nord-Africain ne peut s'étudier que dans ses rapports avec la communauté islamique. Sans cela, on ne comprend que partiellement et partialement les problèmes vitaux qui se posent avec acuité au monde arabe d'aujourd'hui.

Noué devrions donc, pour être objectifs, envisager ce soir trois points de vue déjà très riches en eux-mêmes :

1. Le nationalisme dans l'Islam (et là nous rencontrerions la tension vitale entre nation et communauté musulmane).
2. Le nationalisme maghrébin (et force nous serait de recourir à l'Histoire).
3. Le nationalisme algérien avec ses caractéristiques très particulières qui fondent le drame que nous vivons depuis déjà trop longtemps.

Puisque le temps nous est assez mesuré je me contenterai de résumer les idées essentielles à notre propos qui est, avant tout : essayer à y voir un peu plus clair.

Un grand spécialiste des questions orientales, M. Pierre Rondot, (je vous recommande son dernier ou plutôt son avant-dernier livre : "L'Islam et les Musulmans d'aujourd'hui"), écrit, dans la revue "Orient"<sup>1</sup> : "La meilleure manière de se mettre en mesure de comprendre l'actualité, non pour aujourd'hui seulement mais aussi pour demain, c'est de la replacer dans une vue d'ensemble. Quel que soit le temps demandé pour une remontée aux sources historiques et sociologiques, il faudra souvent consentir ce délai, avant d'esquisser un avis. Souhaitons que l'opinion éclairée de l'Occident s'impose désormais plus souvent cette salutaire gymnastique". Sous-entendu : alors écrira-t-il et dira-t-il un peu moins de sottises sur des cas aussi complexes que celui de l'Afrique du Nord.

. Mon intention est donc d'opérer avec vous d'abord, la remontée historique indispensable.

## **I - NATIONALISME AU MAGHREB**

Les poussées du nationalisme Nord-Africain ou maghrébin ne peuvent objectivement se comprendre sans un recours à l'Histoire. Et cette Histoire ne peut être que celle de l'expansion de l'Islam. L'appartenance islamique, vieille de douze siècles, commande toutes les réactions et fonde tous les problèmes. L'Histoire d'aujourd'hui en Afrique du Nord commence, mettons en 670, date de la fondation de Kairouan, la ville Sainte musulmane du centre tunisien. Mahomet, le "sceau des Prophètes", venait de mourir en 632. En 711, non seulement l'Afrique du Nord était, nominalement au moins, musulmane, mais l'Espagne était conquise et en 732 avait lieu la bataille de Poitiers (100 ans après la mort du Prophète). De l'autre côté, l'Islam avait atteint les frontières de la Chine.

Quel était, en Afrique du Nord le peuple conquis que sa conversion à l'Islam allait intégrer à l'Orient après qu'il eut, des siècles durant, gravité dans l'orbite de Rome puis de Byzance ? C'étaient des Berbères de races blanches, installés en Afrique du Nord depuis le V<sup>e</sup> siècle avant J. C. On ignore tout des origines de ce peuple formé de races diverses. Il persiste aujourd'hui surtout en Algérie où il forme encore un tiers de la population et au Maroc où il en forme la moitié. De même au Sahara, les Mozabites et les Touaregs ; en Mauritanie, les Maures.

---

<sup>1</sup> "Orient", 114, Champs Elysées, Paris, n° 1 - janvier 1957.

Le trait dominant de ces races berbères est un individualisme, un particularisme excessif. Dans les montagnes de Kabylie ou de l'Aurès, où ils mènent aujourd'hui encore une lutte farouche, l'organisation tribale des Berbères a toujours résisté à la formation d'un véritable État. Le clan familial patriarcal est resté, à travers les siècles, la véritable cellule sociologique. La rapidité de la conquête musulmane ne doit pas faire illusion. Dès le VII<sup>e</sup> siècle, le calife Omar dénonçait à ses généraux les embûches du "perfide Maghreb". Et les historiens arabes notent que les révoltes périodiques des Berbères ne furent jugulées durant deux siècles qu'au prix de plus de 375 combats et des exécutions en masse. Du point de vue religieux, ils insistent sur les apostasies périodiques des peuples berbères qui ont, certains jusqu'à plusieurs dizaines de fois, embrassé puis rejeté l'Islam pour retourner aux cultes naturistes, parfois au christianisme, selon les aléas de la conquête par les armes.

"L'intransigeance des Berbères, écrit le professeur Julien<sup>2</sup> fait corps avec leur esprit d'indépendance, dont elle n'est souvent que la traduction idéologique. Ils se résignent difficilement à se soumettre à un pouvoir surtout exercé par des étrangers. Leurs protestations se manifestent volontiers par des insurrections à forme sociale ou nationale. On les impute généralement au "fanatisme" musulman. En réalité, la religion ne fait que servir de ciment à la volonté d'autonomie et légitime les explosions de révolte qui accusent le même caractère, quelle que soit la foi des populations". C'est ainsi que Jugurtha tient un moment en balance la puissance romaine (Numidie = Tunisie + Constantinople). C'est ainsi que, sous Byzance, la Numidie chrétienne vit la révolte des Circonciliens, véritable guerre sociale contre la latinité oppressive. C'est ainsi que le schisme de Donat porte la marque plus d'une revendication sociale et nationale que d'une séparation religieuse.

L'Islam lui-même n'a pu pénétrer à la longue les Berbères qu'en pactisant avec ces cultes naturistes païens. Et la floraison du maraboutisme ou culte des saints, comme la puissance des confréries religieuses dans le Maghreb font que la pureté de la religion en est, aux yeux des vrais musulmans d'Orient, assez profondément altérée.

Il est à croire que la disparition quasi totale de la religion chrétienne sous les coups de l'Islam tient en partie, à côté de l'isolement spirituel de cette Église et des secousses historiques excessivement graves qu'elle eut à subir, à un manque d'implantation profonde et à un manque de continuité sociologique, dus à cette individualisme foncier de la race berbère qui joue tantôt pour la ferveur, l'absolu, la passion, tantôt pour le séparatisme, le non-conformisme et l'inefficacité. Nulle part dans les autres pays conquis par l'Islam, la disparition de l'Église ne fut aussi totale. D'où une grave question posée au personnalisme chrétien: la solidité de l'Église dans son incarnation a-t-elle besoin de la pureté autonome du groupe humain pour pénétrer les cœurs ? Y a-t-il une fonction unitive et féconde du nationalisme qui permette l'épanouissement total de l'Église dans un groupe ethnique donné ? L'Islam, en fait, n'a été arrêté que par des peuples déjà formés en nation ou état. En tout cas les Berbères superficiellement christianisés n'ont fait l'expérience du nationalisme que dans sa fonction défensive et agressive. Ils ont été romanisés, vandalisés, byzantinisés, ils n'ont jamais été eux-mêmes, par eux-mêmes, et pour eux mêmes.

Après toute une série d'agitations, de troubles, de guerres, une succession de califes et de dynasties, le VIII<sup>e</sup> siècle vit l'indépendance de l'Emirat Andalou d'Espagne et le IX<sup>e</sup> l'apparition au Maghreb de trois royaumes pratiquement indépendants:

- au Maroc, le royaume Idrisside (du chef Idris),
- en Algérie, (grosso modo), le royaume Rostemide,
- plus tard, en Tunisie ou Ifriquiya (afrique), le royaume Aghlabide.

A la fin du IX<sup>e</sup> siècle, c'est au tour d'éléments Berbères Kabyles d'Algérie à prendre l'offensive. Ils conquièrent la Tunisie, puis l'Égypte, et fondent Le Caire avec une nouvelle dynastie et un nouveau califat (Fatimide de secte chiite). Nouvelle révolte de la Tunisie et de l'Algérie aux ordres des princes berbères Sanhadja. Pour les en punir, le calife d'Égypte provoque la plus grande catastrophe qu'ait subi le Maghreb et dont il paie encore aujourd'hui les conséquences. Contre les états révoltés, le calife dépêche par centaines de mille les bandes de nomades pillards connus sous le nom des Beni-Hillal que les historiens arabes comparent aux nuées de sauterelles et les islamologues modernes à un cyclone dévastateur. C'est l'invasion hilalienne du XI<sup>e</sup> siècle qui bouleverse toute la vie politique sociale et économique du Maghreb. Responsable de la destruction de toutes les églises chrétiennes on peut dire que cette razzia monstre a étouffé pour des siècles la présence de l'Église en Afrique du Nord. "On reproche à la France sa politique de peuplement. Soit, écrit le professeur Julien pourtant si favorable aux populations nord-africaines. Mais que dire alors de l'invasion, au XI<sup>e</sup> siècle,

---

<sup>2</sup> "L'Afrique du Nord en marche" (Julliard).

des Beni-Hillal "semblables à une nuée de sauterelles" et détruisant tout sur leur passage", comme l'écrit l'historien arabe Ibn Khaldoun, traînant après eux femmes et enfants, qui brisa la tentative d'unification maghrébine que les Berbères Sanhadja étaient sur le point de réussir et implanta au Maghreb plus d'un million de bédouins étrangers ? C'est cette effroyable catastrophe qui favorisa l'arabisation puis l'islamisation du pays, mais au prix de ruines dont il ne se relèvera jamais". Il serait pour nous injuste de confondre la stérilité civilisatrice de ces nomades à demi barbares avec la civilisation arabe elle-même qui brilla durant de longs siècles d'un éclat dont profita souvent l'Occident chrétien.

A la même époque, les Turcs Seljoukides font leur apparition (1055). Ils conquièrent l'Asie musulmane avant d'être submergés par l'avalanche des Mongols de Genghis-Khan. En rendant de plus en plus difficile aux pèlerins chrétiens l'accès de la Terre Sainte, ils provoquent la première Croisade. La Berbérie s'affranchit alors de la tutelle orientale. "Désormais, selon le mot de Sauvaget, l'Orient et le Maghreb se tournent le dos".

Du XI<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècles, l'Afrique du Nord, ou Maghreb, suivit donc une évolution indépendante. Son histoire est dominée par deux grandes dynasties berbères (sunnites ou orthodoxes) qui résistèrent à la pression accentuée de la reconquête chrétienne, spécialement en Espagne, reconquête qui ne s'achèvera qu'en 1492 par la prise de la dernière position arabe : Grenade.

La première de ces grandes dynasties musulmanes est celle des Almoravides, XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles (1053-1147) qui dominèrent de Tombouctou (Soudan Français) à l'Espagne. C'étaient, à l'origine, des nomades berbères sahariens, issus d'une communauté de guerriers formés en vue de la "Guerre Sainte" (al-Morâbitoun dont nous avons fait almoravides). Ils conquièrent le Maroc puis viennent en aide au roi musulman de Séville menacé par les chrétiens. Un empire hispano-africain musulman est né.

Vous avez de suite fait un rapprochement. Les prétentions d'un extrémiste de l'Istiqlal, comme Allal el Fassi, sur le "Grand Maroc" qui engloberait la Mauritanie et une partie du Sénégal et du Soudan, auraient un fondement historique. C'est celui-même dont je viens de vous parler avec la conquête almoravide. Mais les Mauritaniens ont beau jeu de lui rétorquer "ce n'est pas à la Mauritanie de devenir marocaine, c'est plutôt au Maroc de redevenir mauritanien" !! Les Almoravides furent les conquérants sahariens du Maroc.

A partir de 1125, le fondateur de la dynastie des Almohades (al-Mowahhidoun) s'empare de Marrakech. C'étaient des sédentaires montagnards berbères. Ils réussirent à étendre leur domination sur la Berbérie et les territoires musulmans d'Espagne. En 1162, Abd-al-Momin, le conquérant, prit le titre de calife. Le Maghreb est unifié pour quelques décades, mais une fois de plus cet empire se désagrège, sous l'influence du particularisme berbère et une fois de plus, au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, nous voyons réapparaître trois royaumes autonomes : Hafside à Tunis, Abd al Wadid à Tlemcen, et Mérinide à Fez. Ce dernier posséda même quelque temps la Berbérie entière.

Malgré les efforts de ces dynasties, la Reconquête chrétienne progresse et, dès le début du XV<sup>e</sup> siècle, ce furent les chrétiens qui traversèrent le détroit : établissement portugais au Maroc plus ou moins décadent, entrée de Charles Quint à Tunis.

En revanche, la chrétienté reculait sans cesse en Orient sous la poussée irrésistible d'une nouvelle invasion turque musulmane = la tribu Osman (dont nous avons fait Ottoman) apparentée aux Turcs Seljoukides de 1055. Partis de Bithynie, les Ottomans conquièrent peu à peu l'Asie sur les Mongols et les Byzantins de Constantinople. Un moment visée par l'offensive d'un autre Turc, chef de troupes mongoles, Tamerlan (1405), l'expansion turque ottomane reprit une vigueur nouvelle et en 1453 Constantinople tombait (début des "temps modernes" !). L'Europe balkanique était envahie. Puis l'Égypte. Puis l'Afrique du Nord jusqu'à Alger qui tombe en 1575.

L'empire ottoman musulman s'étendait des portes de Vienne, en Autriche, jusqu'au Nil et de Bagdad à Tunis et Alger qu'occupèrent les corsaires turcs. Seul le Maroc échappa à son influence conservant sa civilisation propre qui, étroitement liée, depuis le XIII<sup>e</sup> siècle, à celle de l'Andalousie, reçut le nom de civilisation hispano-mauresque.

L'empire turc tenait son unité de sa force militaire. Il lui a manqué cette vitalité profonde, intellectuelle et religieuse qui faisait la force de l'Islam de jadis. L'Europe, avant de le submerger de ses armées, l'avait inondé de ses marchandises en vertu des accords nommés Capitulations (1536-

1740). Et l'on peut dire que l'expédition de Bonaparte en Egypte (1798-1801) marque le début des entreprises coloniales et des investigations scientifiques européennes au Moyen-Orient. Elle ouvre la période moderne de l'Islam.

Vous trouverez certainement que je m'écarte de mon sujet. Détrompez-vous. Car l'origine des mouvements nationalistes nord-africains d'aujourd'hui n'est pas à chercher ailleurs que dans la renaissance de la vitalité arabe dans le cadre de cet empire turc décadent. Et, chose qui peut vous paraître extraordinaire, les premiers et les meilleurs artisans de cette renaissance nationale dans l'Orient musulman, ce furent les chrétiens arabes de Syrie et du Liban, formés en particulier par l'université américaine puis par l'université des PP. Jésuites à Beyrouth.

Ces chrétiens arabes fondent, en 1828, le premier journal égyptien, "Les Évènements Égyptiens", puis, en 1860, le premier journal tunisien. Ce sont eux qui composent la "Marseillaise" de l'arabisme, "Debout, arabes ! réveillez vous". Avec leurs amis musulmans ils fondent, en Europe surtout, société et ligues, en vue de secouer le joug turc. Le premier congrès national arabe est tenu à Paris en 1913 et le gouvernement turc, dès 1914, fait exécuter tous les leaders nationalistes dont il peut s'emparer.

Les élites musulmanes ont pris, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, une conscience aiguë de la décadence de leurs pays et de leur civilisation autrefois si brillante à Bagdad ou à Cordoue. Malek Bennabi développe dans son livre "Vocation de l'Islam" cette idée que l'homme, l'arabe post-almohadien, s'était mis en état de "colonisabilité". De colonisable, il est devenu rapidement colonisé sur la totalité de son territoire. C'est une histoire que vous connaissez. Mais des hommes de talent, parfois de génie, vont lever l'étendard de la révolte. Ils disent hautement que leurs peuples sont "des peuples morts", "des peuples crépins" et qu'ils veulent, à quelque prix que ce soit, leur faire rejoindre les peuples vivants : entendez l'Occident et sa technique, l'Occident par sa propre technique. L'idée de revanche, jamais absente de l'aspect belliqueux de l'Islam, les anime : revanche sur le plan culturel, scientifique, religieux, national. L'esprit de revanche devient la clé du progrès. Déjà sous les Ottomans, sont fondées en Turquie, en Égypte, en Tunisie, des écoles militaires où l'on enseignera les sciences modernes, les sciences de l'Occident. Elles vont fournir les premiers cadres de la révolution moderne de l'Islam. Rappelez-vous Kemal Ataturk. Le sens politique, souvent, supplante l'esprit religieux. Nous touchons là au drame central de l'Islam (qui déborde le cadre de notre causerie) : comment adapter la religion du Prophète aux données de la civilisation moderne, la civilisation de l'Occident, pour se rendre capable d'égaliser l'Occident, tout en restant de vrais musulmans ?

Nous ne pouvons nous étendre sur les réformateurs de l'Islam : en Egypte, le cheikh Abdou, en Syrie, le cheikh Rida, etc... ni sur le mouvement de la Salafiya ou retour à la doctrine des grands ancêtres : les Salaf. C'est là pourtant que se trouvent les racines du renouveau national nord-africain d'aujourd'hui : les pays d'Islam ne forment qu'un tout.

Vous connaissez le résultat de la guerre 14-18 : elle donna aux peuples de l'Islam le signal de l'émancipation au sein d'un empire turc démembré. Mais elle n'avait pas touché pour l'essentiel à l'hégémonie européenne. Tout autre fut celui de la deuxième guerre mondiale qui marque l'aube du déclin politique de l'homme blanc outre-mer. De l'Indonésie et du Pakistan à la Turquie tous les États musulmans devenaient politiquement autonomes tous... sauf l'Afrique du Nord française (et quelques comptoirs anglais).

Le grand mouvement, de réveil arabe ne s'est fait sentir que tardivement en Afrique du Nord. La nature favorise l'isolement du Maghreb. Et la conquête même par la France des pays de l'Atlas n'avait trouvé que peu d'échos dans l'Orient arabe. Il ne faut, cependant pas nous y tromper : la Tunisie, disions-nous, participa assez tôt à une certaine agitation nationaliste dans le cadre de la révolte contre les sultans de Constantinople. Elle est la région du Maghreb qui a subi le plus profondément l'influence orientale. Celle du réformateur égyptien, le cheikh Abdou, fut prépondérante. La déception de l'élite de se voir, dans les années qui suivirent le protectorat, écartée de l'activité publique, fit naître un vrai nationalisme. Son but avoué fut toujours l'octroi d'une Constitution (ou Destour) pratiquement toujours refusée, selon la manie des Français de transformer en administration directe ce qui devait rester un protectorat. La question tunisienne se compliquait d'une question italienne, vous le savez. Le problème religieux n'était pas particulièrement épineux dans cette Régence où Lavigerie avait ressuscité l'Église de Saint. Cyprien. Cependant - et cela marque bien l'extrême susceptibilité musulmane polarisée, tout à la fois et en même temps, au religieux et au. politique - les fastes du Congrès Eucharistique de Carthage ne furent pas sans influencer (au dire des leaders eux-mêmes) la volonté de libération totale de leur pays. Je vous fais grâce des partis, des leaders, des pétitions, des luttes, des beys et des résidents généraux dont la succession amena l'avocat Habib

Bourguiba à prendre le pouvoir après une vie d'exil ou de prison. 'Les vrais problèmes ne sont pas là. Ils sont économiques, constitutionnels, religieux, etc... Nous les retrouverons.

Le Maroc, lui n'avait pratiquement jamais été turc. Il poursuivait, isolé, la décadence de ce qui avait été autrefois un grand État. Des trois pays du Maghreb c'est le Maroc qui possédait la plus forte personnalité à la fois géographique, historique, culturelle. Le protectorat de 1912 ne pouvait rien changer à ces constantes de l'histoire. Mais il sut faire d'un empire en décomposition une nation moderne à qui il appartient de résoudre les problèmes sociaux, économiques et politiques relativement

Ici, le réveil du nationalisme fut provoqué, non par les intellectuels arabes du Proche-Orient, mais par la révolte en 1925 des tribus berbères et de leur chef Abd el Krim contre les Espagnols du Rif.

La virulence du particularisme berbère reste un des problèmes majeurs du Maroc moderne. C'est ainsi que l'affaire du dahir berbère de 1934 provoqua une secousse politico-religieuse qui ébranla tout l'Islam marocain, et par le fait même, l'Islam du monde entier. Le parti de l'Istiqlal polarisa les tendances à l'émancipation. Si l'on ne vit pas naître de leader de l'envergure de Bourguiba, c'est que le ciment de l'individualisme marocain était d'essence royale. La personnalité du Sultan Mohammed V, descendant du Prophète selon la tradition, et les amitiés qu'il sut se créer dans le monde occidental, ont plus fait pour l'indépendance très rapidement octroyée au Maroc, que les luttes relativement bénignes des politiciens du cru. L'émancipation totale du royaume chérifien amena celle de la République tunisienne ; le descendant des beys, vassaux de la Turquie, devait disparaître : il n'avait pas incarné suffisamment l'âme de la résistance nationale.

Tout irait assez bien en somme, pour le nationalisme musulman en général (de l'Indonésie à la Turquie en passant par le Maroc) et, pour le nationalisme arabe en particulier... (autant que les choses peuvent aller bien ici-bas et en politique !!) s'il n'y avait les deux abcès purulents qu'il porte au flanc : le jeune État d'Israël et la colonisation latine (spécialement française) en Algérie.

Pour les uns, c'est-à-dire pour beaucoup d'Occidentaux, ce sont les deux verrous méditerranéens qui bouclent la porte de l'Europe (et peut-être de l'Afrique) au communisme international. Et c'est là un des sens de la lutte actuelle en Afrique du Nord. Pour les autres, c'est-à-dire pour les nations arabes, ce sont les deux crimes inexpiables de l'impérialisme colonial qui abuse de l'état de colonisabilité de l'homme post-almoHADien, pour parler comme Malek Bennabi.

A mes yeux, vis-à-vis du nationalisme musulman, le cas d'Israël est de beaucoup le plus important. En Algérie, on finira par s'arranger : les deux partis le savent bien. En Israël, jamais : et les deux partis le savent bien. La virulence actuelle du nationalisme arabe vient de la Guerre de 1948, cause prochaine de la révolution égyptienne. Toute la politique neutraliste arabe entre les deux blocs Est-Ouest est commandée par l'existence d'Israël. Le ciment politique des états arabes serait beaucoup plus dilué et encore moins efficace si Israël n'existait pas. La première condition que réclament les théoriciens du nationalisme : la disparition d'Israël. (voir "Que veulent les Arabes ?" (p. 4. ) : "Lutte contre Israël en premier lieu".<sup>3</sup>

N'insistons pas, pour ne pas perdre trop de temps.

Reste le cas de l'Algérie que nous étudierons tout à l'heure si vous le voulez bien.

Je crois que la "remontée historique" que nous demandait le colonel Rondot tout à l'heure a été suffisante. Plutôt que de vous inonder de détails (que vous trouverez dans un livre comme "l'Afrique du Nord en marche" du professeur Julien), j'ai préféré vous donner cette vue d'ensemble qui vous montre que nous nous trouvons face à une vague de fond que les hommes politiques doivent traiter avec d'infinies précautions, s'ils veulent sauvegarder leurs légitimes intérêts en cette partie du monde.

Il nous faut maintenant opérer une "remontée sociologique" qui vous donnera, non plus le film des événements, mais leur signification, qui vous montrera les problèmes spécifiques que doivent affronter ces nationalismes et qui nous éclairera peut-être sur le sens des événements d'Algérie.

---

<sup>3</sup> Cf. dans la revue "Orient", 1<sup>er</sup> trim. 1958

## II - NATIONALISME ET ISLAM

Ainsi depuis près de douze siècles, le Maghreb fait partie d'un ensemble. Cet ensemble, c'est le "dar al Islam", la maison de l'Islam, donné par le Tout Puissant aux vrais croyants en vue d'instaurer sur terre le royaume de Dieu. On pourrait trouver des analogies avec la chrétienté du Moyen-Age où, il faut bien l'avouer, spirituel et temporel n'étaient pas toujours parfaitement distingués.

On risque de ne pas saisir les aspects essentiels du nationalisme Nord-africain si on n'a pas l'idée précise sur la place de la nation au sein de cet ensemble islamique et sur les rapports du religieux et du politique dans la communauté musulmane. Car les réactions fondamentales de tous ces peuples trouvent là leur explication et, à leurs yeux, leur totale justification.

L'Islam est une religion dont le farouche Monothéisme fait la grandeur. Mais ce n'est pas qu'une religion. C'est aussi une cité et c'est une communauté. C'est aussi une civilisation (mais nous n'y insisterons pas).

En même temps qu'il s'offre comme une religion, l'Islam s'affirme, et d'une manière indissoluble, être une cité terrestre. La vocation de l'Islam est d'établir le royaume de Dieu d'abord sur la terre. En d'autres termes, il n'admet pas la distinction du spirituel et du temporel. Cette non-distinction date des origines de l'Islam et elle est à la base de ses institutions. Les réformistes de l'Islam d'aujourd'hui ont toutes les peines du monde à s'en dégager pour construire des États modernes. Le Coran, parole de Dieu, est censé être la constitution même de la Cité. En théorie au moins, le droit-canon est le seul droit concevable. C'est son contenu qui doit offrir directement au législateur le moyen de régler les divers problèmes qui se posent à l'autorité de l'État. César est le successeur du Prophète : il doit régir le peuple d'Allah en s'en tenant strictement à la loi coranique. Dès le début, d'ailleurs Mahomet était à la fois Prophète et César. En ce sens tout État musulman est théocratique. Tout appartient à Dieu et relève directement de Lui. Et donc tout est sacré : le profane n'existe en somme pas.

D'où la susceptibilité musulmane qui accusera d'être une atteinte à l'Islam ce qui, à nos yeux d'Occidentaux, n'intéresse que le temporel et le profane (par exemple aujourd'hui, en Algérie, l'émancipation de la femme). Là où on ne parle que politique, les Musulmans parlent aussi religion. Ils n'ont pas l'esprit "laïque". Même des réformes aussi radicales que celles d'Ataturk qui a vraiment laïcisé la Turquie moderne, se situent dans un contexte musulman. A fortiori les essais de laïcisation plus ou moins timides de Nasser, de Bourguiba ou du Gouvernement de Rabat. Un vrai musulman n'est tel que dans un État musulman régi par des lois musulmanes. (En 1948, guerre contre Israël, la presse égyptienne orchestre : "Auriol, Churchill, Truman décrètent une nouvelle Croisade contre l'Islam". Je crois que l'idée de Croisade était bien loin de Vincent Auriol !!!).

Un exemple typique de cette mentalité nous est donné par le Colonel Nasser lui-même, dans son livre-programme "La Philosophie de la Révolution". Il veut transformer le sens donné jusqu'à présent au pèlerinage de la Mecque. "La visite de la Kaaba, dit-il, ne doit pas être un billet d'entrée eu Paradis, ni une tentative ingénue pour l'achat du pardon divin. Le Pèlerinage peut avoir une force politique énorme. La presse mondiale devrait s'y intéresser, non sous l'angle des rites et traditions, mais en le considérant comme un congrès politique périodique, qui réunirait chaque année les dirigeants des États islamiques, les hommes d'opinion, les Ulémas (ou docteurs de la loi), les écrivains, les négociants, les rois de l'industrie, etc... en vue d'étudier les grandes lignes d'une politique commune à toutes les nations musulmanes. "

Imaginez le "tollé", si un Président de la République écrivait la même chose du pèlerinage de Lourdes ! Ce sont deux conceptions diamétralement opposées.

Autre conséquence d'un grand poids pour notre sujet. Pour le Musulman, le monde est divisé en deux parties dont une seule a droit à l'existence : le "dar al Islam", la maison de l'Islam. La "guerre légale", écrit le Père Jomier du Caire, dans son excellent "Commentaire coranique du Manâr" la guerre légale est régie par deux principes fondamentaux. En premier lieu, la communauté musulmane, opprimée dans sa vie séculière ou religieuse, a le droit de recourir à la force pour écarter l'oppression, rentrer dans le lieu d'où elle a été chassée, récupérer ses biens... " (c'est-à-dire, tout ce que Dieu lui a livré lors des conquêtes du VIII<sup>e</sup> siècle). "En second lieu, elle exigera, au besoin par les armes, la liberté de prêcher partout la foi musulmane et de pratiquer sa loi. "

Connaître un tel état d'esprit nous éclairera sans doute davantage que les commentaires d'une presse qui se croit bien renseignée, sur les réactions des pays arabes à l'Assemblée des Nations Unies, par exemple. En matière de contrat comme le souligne Paul Buttin, le musulman est aussi conformiste que le latin mais avec une règle importante qui joue puissamment en droit international. Tout acte est nul qui dispose d'une chose appartenant à la communauté musulmane, au "dar al Islam". La solidarité islamique est une solidarité de destin. Elle ne souffre pas la sujétion à un pays non-musulman. Tout traité, tout pacte qui institue cette sujétion (je ne dis pas une association) est frappé dès son origine d'une nullité qui ne peut être couverte. Aucune de nos réponses d'ordre politique, d'ordre économique, n'est valable pour des musulmans. Elles se placent sur un plan différent. Nous nous plaçons souvent au plan de la justice sociale ou internationale. Eux se placent sur le terrain religieux. Ils partent d'un principe coranique. Leurs revendications politiques sont filles de leur foi : En Islam, c'est tout un. Et si les Musulmans évoluent, on peut dire que l'Islam, lui, n'évolue guère.

L'Islam est, en outre, une Communauté. Qui dit Communauté dit Unité. L'âme de la communauté musulmane, c'est l'unique foi au Dieu unique et absolument transcendant. De la seule profession de foi, de la même affirmation de l'unicité de Dieu, dérive le sentiment très vif que possède tout musulman de l'unité qu'il forme avec tous ses frères dans la même foi. Il ressent violemment tout ce qui semble toucher à cette doctrine, ou nuire aux autres croyants. L'Islam est une religion communautaire. On a pu dire que le monde musulman constituait une immense caisse de résonance ou les événements des contrées les plus éloignées, propagés par la presse et la radio surtout, s'amplifient parfois jusqu'au tragique et remuent les passions des foules. Ces observations nous révèlent une mentalité commune, un climat collectif, un tempérament musulman, une conscience très nette d'appartenir à une communauté. Même lorsque la foi diminue ou disparaît, comme il arrive dans les classes évoluées, le sentiment de la communauté reste le plus souvent intact.

Cette communauté, c'est l'"Umma". L'Umma est la nation de Mahomet et c'est la nation d'Allah. Communauté religieuse, c'est aussi une communauté politique. Et l'idéal de l'État islamique a été réalisé, surtout au début lorsque toute la communauté musulmane ne dépendait, au spirituel et au temporel, que du seul calife, chef unique de l'unique communauté de croyants.

Du seul fait d'être croyant, il y a peu de temps encore, on était citoyen de n'importe quel pays musulman. L'État musulman n'était pas territorial, mais communautaire : une communauté théocentrique, unitaire, universelle, fondée sur une Révélation, qui a une vocation bien précise et un destin, une fonction prophétique et eschatologique. L'Islam est une religion qui est un État.

Le réformateur syrien Rachid Rida écrit avec nostalgie : "Le Turc, jadis, quand on lui demandait sa nationalité répondait : "Je suis musulman grâce à Dieu". (c'est ainsi qu'il se distinguait de ses ennemis chrétiens, le Grec et l'Arménien). "Il répond aujourd'hui qu'il est turc".

Résultat du progrès d'une philosophie politique laïcisante. Le nationalisme arabe est né grâce à l'Occident, nous l'avons vu, et en réaction contre lui en grande partie. Aujourd'hui, en tout cas, c'est très net. Sa grande force, c'est l'anticolonialisme dont Nasser est le champion. Les termes mêmes de ce nationalisme ne sont pas fixés, ni les limites de son laïcisme qui varie beaucoup du Pakistan à la Turquie en passant par l'Égypte, la Tunisie, le Maroc, la Guinée ou la Mauritanie. Presque partout l'Islam est déclaré religion d'État. Mais plus le nationalisme gagne, plus il sape les racines mêmes de l'Islam comme religion.

C'est dire que le monde musulman actuel est en tension perpétuelle, en déchirement profond. Nation ou Communauté ? Le nationalisme particulariste issu d'Occident ne lui est pour ainsi dire, pas naturel. Il a un sens ambigu. Le sentiment nationaliste rejoint le sentiment religieux et se combine avec lui d'une façon originale et inaltérable. D'où la naissance d'un "nationalisme musulman" (donc religieux), national au point que les chrétiens orientaux peuvent déclarer s'y rattacher, musulman au point de nourrir d'émotions religieuses et donc de passionner davantage les mouvements politiques nationaux des États à majorité musulmane.

C'est ainsi qu'au sein de la grande communauté islamique sont nées d'autres communautés politico-religieuses qui sont autant de sources de tension :

1°) - Communauté arabe (pan-arabisme). Qu'est-ce que la Ligue Arabe ? Ce n'est pas un groupement ethnique à proprement parler, mais une communauté religieuse qui aspire à souder des populations très différentes aux intérêts divergents dans une même organisation politique, mais au nom d'une même foi.



2°) - Communauté pan-Maghrébine : union des peuples d'Afrique du Nord. Comme l'écrit Hadi Nouira "Tout événement d'une certaine importance qui se produit dans l'un des trois pays d'Afrique du Nord trouve dans les deux autres une répercussion immédiate, une réaction spontanée". Les nationalistes maghrébins jugent qu'en supprimant la domination étrangère on abattrait les principaux obstacles à leur union. Vous savez que Bourguiba est tiraillé entre ces deux communautés. Il lâche la ligue arabe, espérant fonder mieux la communauté du Maghreb. Celle-ci se tournera-t-elle vers l'Occident ou vers l'Orient ? Graves problèmes pour des musulmans.

Pour les Nationalismes, pan-maghrebisme, panarabisme, panislamisme se superposent sans se contredire. Triple aspect d'un même problème que chaque nationalisme tâche de résoudre en fonction des conditions locales accentuées par des frontières souvent factices.

Autre aspect très intéressant : la communauté islamique, sur l'axe : Tanger-Djakarta (Indonésie), à parfaitement conscience de posséder le centre du monde, ce que les historiens et les militaires appellent le "continent intermédiaire". Le génie de Bonaparte avait déjà deviné l'importance primordiale de ce continent, et par l'Égypte ne pensait-il pas à atteindre l'Angleterre dans l'Inde ? L'Islam, a-t-on dit, fait déborder l'Asie sur l'Afrique. Il devient un carrefour de races, un creuset, un point de rencontre de toutes les cultures composant la carte spirituelle du monde. Il devient, par son aire géographique, le lieu où se décide l'issue des guerres trans-continentales. Et Moscou tâche aujourd'hui d'en prendre possession par l'Irak de Kassem, pour soi-disant réussir enfin l'unité arabe, en réalité pour tourner la Turquie, Israël et l'Europe.

La devise de l'Association des "Frères Musulmans" mérite d'être rappelée : "Allah est notre idéal, le Prophète notre chef, le Coran notre constitution". Car elle soulève un autre problème essentiel : les musulmans ne peuvent concevoir l'État qu'en fonction de la communauté musulmane. Mais quelle y sera alors la place du sujet non-musulman ? Croyant et infidèle ne peuvent avoir les mêmes droits puisque la Constitution tend toujours malgré quelques efforts laïcistes, à prendre un tour religieux. C'est la question fondamentale du statut personnel des sujets chrétiens, par exemple, ou juifs. Égypte, Tunisie Maroc ont tenté de timides adaptations dans, un sens moderne. Adaptations qui ne suffisent pas à calmer toutes les craintes des sujets non-musulmans. Loin de là ! Impossible d'entrer ici dans tous les détails d'application. Qu'il nous suffise de savoir que, le laïcisme des leaders modernes n'a pas toujours la portée du laïcisme occidental et que, là encore, on ne met pas des deux côtés, sous les mêmes mots, toujours le même sens. C'est un laïcisme au sein de l'Islam, pourrait-on dire, qui ne s'aperçoit pas vraiment la non-distinction de spirituel et de temporel. Les Français les plus libéraux du Maroc se plaignent du peu d'égard que, parfois, l'on témoigne à leur bonne volonté. Ceux de Tunisie savent, en gros, qu'ils devront partir un jour ou l'autre. Et pas seulement pour des raisons d'ordre économique.

Un observateur aussi impartial, aussi a-politique, que Louis Gardet peut écrire: "S'il est vrai que les exigences (politico-religieuses) des Frères musulmans heurtent une bonne partie de l'élite du Proche-Orient, n'est-ce pas précisément leur programme "islamique", leur fusion traditionnelle du politique et du religieux, qui leur assure une large audience dans le peuple ? Il reste que la tendance générale se maintient sous des revêtements divers depuis un certain nombre de décades. Salafiya, Ulama, Frères Musulmans, les mouvements se succèdent, la dominante profonde demeure, voire s'intensifie."<sup>4</sup>

Et c'est Louis Gardet encore qui fait cette remarque fondamentale : "Trop de erreurs européennes sur le compte de l'Islam sont venues de ce que l'on a voulu aborder les problèmes politiques, sociaux, économiques du monde musulman sans les repenser en valeurs musulmanes. "

L'efficacité d'un dialogue dépend de l'identité du sens, sous l'identité des mots. Ceci se vérifie, hélas, rarement dans le dialogue entre un occidental et un musulman : de part et d'autre les mêmes mots n'ont pas la même résonance. D'où ces dialogues de sourds qui se prolongent indéfiniment.

L'Islam moderne n'a pas résolu les deux problèmes de base : quelle est la place de la nation au sein de la communauté islamique ?

Quelle est la place de la personne au sein de la nation ?

---

<sup>4</sup> L. Gardet "La Cité Musulmane". p. 265.

### III - PROBLEME ALGERIEN

Comment l'Algérie de demain résoudra-t-elle ces problèmes : voilà le fond de la question algérienne et l'enjeu de la lutte actuelle. Quelle sera la place exacte de l'Algérie nouvelle au sein de la communauté musulmane ? Quelle sera la place exacte de la personne non-musulmane dans la communauté algérienne ?

Le nom même de l'Algérie n'a pas beaucoup plus de cent ans d'existence ; il apparaît pour la première fois dans un acte officiel en 1839. En 1830 la contrée ne portait d'autre nom que celui de son gouvernement, la Régence d'Alger.

C'est que, depuis les temps les plus reculés jusqu'au début des temps modernes, l'Algérie dans ses limites actuelles n'a jamais été une unité politique. Les États indépendants qui prirent naissance à divers moments du moyen-âge, ne remplirent jamais qu'une partie du territoire de l'Algérie.

Les rares périodes d'unification de l'Algérie médiévale correspondent à celles où elle fut fondue tout entière dans un grand empire. C'est seulement au XVI<sup>e</sup> siècle que les Turcs rassemblent, en un État, les régions contrastées dont Alger est le lieu. L'Algérie devient une province de l'Empire Ottoman. A vrai dire l'Algérie turque constituait, non un véritable État, mais un groupement de tribus.

L'intervention de la France en 1830 transforme le destin de l'Algérie. Les Turcs avaient constitué une personnalité géographique sans cohésion. L'administration française façonne pour la première fois son unité et provoque, qu'on veuille ou non l'admettre, le premier éveil d'une conscience nationale.

Et, au travers de multiples tâtonnements et de multiples retards, le statut si imparfait de l'Algérie, en 1947, consacrait une personnalité algérienne, une Algérie qui se fait, trop lentement au gré des uns, trop nettement au gré des autres. Des départements sui generis, une banque de l'Algérie, des P.T.T. algériennes, Une Assemblée algérienne, même, en un certain sens, des douanes algériennes. Et sur le plan économique-social, un régime de sécurité sociale algérien. Mais déjà à cette époque, là n'était plus le vrai problème.

L'Algérie demeure longtemps le pays d'Islam le plus fermé aux idées nouvelles. En 1904 le passage du cheikh Abdou, le grand réformateur égyptien, ne suscita pas de curiosité marquée, sauf à Constantine qui sera le berceau du mouvement des Ulémas (ou docteurs de la loi).

Cependant le F.L.N. n'est pas le produit d'une génération spontanée. Ici, encore, nous risquons d'être noyés sous l'avalanche des péripéties d'une lutte de 30 ans. Je vous renvoie, pour les détails, au livre du professeur Julien. Il nous suffira de dégager les principales lignes de force du sursaut nationaliste et des principales étapes. Ainsi aurons-nous matière suffisante à de salutaires réflexions.

Le précurseur fut un petit fils d'Abd el Kader, l'émir Khaled, mort en exil en 1937. Pour tous les mouvements, il est "l'ancêtre". Le chef actuel du "gouvernement provisoire F.L.N." Ferhat Abbas, conseiller général de Sétif, avait déjà à cette époque une grosse influence sur les élites. Mais qu'il était loin de sa position d'aujourd'hui ! Sa soif de dignité humaine et musulmane se serait alors contentée d'une égalité de droits avec les Français. On connaît sa fameuse phrase de 1938 : "... Je ne mourrai pas pour la patrie algérienne parce que cette patrie n'existe pas. Je ne l'ai pas découverte. J'ai interrogé l'Histoire, j'ai interrogé les vivants et les morts, j'ai visité les cimetières : personne ne m'en a parlé... On ne bâtit pas sur le vent... Nous avons lié définitivement notre avenir à celui de l'œuvre française dans ce pays... ". Quelle nostalgie de voir jusqu'à quel point l'incompréhension réciproque peut éloigner les anciens amis !!!

Ne nous faisons cependant pas d'illusion. Le mouvement réformiste des Ulémas de Constantine était déjà né. Son chef prestigieux, Ben Badis, diffusait partout sa devise-slogan : "L'Arabe est ma langue, l'Islam est ma religion, l'Algérie est ma patrie". Et moins de deux mois après l'article de Ferhat Abbas, il proclamait : "Nous avons cherché dans l'Histoire et dans le présent et nous avons constaté que la nation algérienne musulmane (notez ces deux mots: algérienne musulmane) s'est formée et existe, comme se sont formées toutes les nations de la terre... Elle ne peut être la France, elle ne peut pas être la France... Elle a son territoire déterminé qui est l'Algérie avec ses limites actuelles. " On ne saurait majorer l'influence des Ulémas, surtout dans le Constantinois. Leur mouvement constitue un refus en bloc de notre civilisation occidentale et un retour à la source orthodoxe de

l'Islam : le Coran et la Sunna. Après quelques hésitations, ils firent cause commune avec le F.L.N. en 1956.

Le troisième champion de l'indépendance est le puissant tribun, le vieux lutteur qui passa une si grande partie de sa vie en prison ou en exil - et dont il nous faut au passage saluer au moins le courage - Messali Hadj, à qui le Chef de l'État vient de rendre la liberté. Suivre son activité dans le détail nous entraînerait trop loin. En 1926 il fonde à Paris l'Etoile Nord-Africaine qui est dissoute. En 1937, le Parti Populaire Algérien (P.P.A.) contemporain des projets Blum-Violette sur l'Algérie dont l'application aurait peut-être évité l'effusion de sang. Dissous, le P.P.A. poursuit son activité clandestine jusqu'en 1947. Messali Hadj fonde en 1951 le M.T.L.D (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques). De son éclatement, en 1954, et de son organisation spéciale (O.S.) sortira d'une part le C.R.U.A. (Comité Révolutionnaire d'Unité d'Action) embryon du F.L.N. (dont la personnalité militaire la plus connue en France est Ben Bella), d'autre part le M.N.A. en lutte sévère contre le F.L.N. Et encore j'en passe.

Car, durant tout ce temps, Ferhat Abbas et ses amis de l'un ou l'autre bord, menaient une grande activité jalonnée, le 12 février 1943, par le "Manifeste", véritable "charte algérienne", Puis, le 14 mars 1944, par la fondation du Groupe des "Amis du Manifeste et de la Liberté" qui opposait une fin de non-recevoir à l'ordonnance du 7 mars 1944. Une fois encore on arrivait trop tard.

L'amnistie de mars 1946 sort de prison Ferhat Abbas et ses amis. Il fonde alors l'U.D.M.A. (Union pour la Défense du Manifeste Algérien). Vrai triomphe aux élections pour la deuxième Constituante. Mais celle-ci refuse d'examiner son projet de "République Algérienne".

Messali Hadj est libéré à son tour et triomphe aux élections municipales. Il refuse net le statut de 1947.

C'est alors (1948) que le ministre Naegelen est envoyé à Alger. Déjà, règne une psychose de guerre civile. Naegelen brise l'U.D.M.A. et le M.T.L.D. et "fait" les élections.

En 1951 ce sont de nouvelles élections truquées.

La même année, voit encore l'union de l'U.D.M.A. (Ferhat Abbas), du M.T.L.D. (Messali Hadj), des Ulémas (Ben Badis) et du P.C.A. (Parti Communiste Algérien).

En 1952, Messali Hadj est envoyé à Niort puis à Belle-Isle.

La "République Algérienne", journal de Ferhat Abbas disparaît. Vous connaissez la suite.

De cette quatrième ligne de force que constitue le P.C.A. , je ne vous ai pas parlé. Ce n'est pas un oubli. Mais il faudrait une étude à part pour analyser la tactique du parti communiste en Algérie, l'attraction et la répulsion à la fois qu'il inspire aux nationalistes M.N.A. ou F.L.N., enfin le danger qu'il constitue dans les deux hypothèses à la fois : celle de la continuation de la lutte, celle de l'arrêt de la lutte au profit d'un état indépendant et faible. Il nous faut nous limiter.

Pourquoi cette lutte si longue et si dure ? d'une part entre une France qui, jusqu'à ces derniers temps, il faut bien l'avouer ne savait pas trop ce qu'elle voulait, et le F.L.N. qui cristallise presque toutes les résistances, qui ne compte aucunement sur une victoire militaire, mais sur une crise économique française et sur la pression de l'opinion internationale, et cela même dans l'hypothèse où il serait définitivement mis hors de combat.

Cette lutte, je l'ai décrite pour l'U.M.C. (Union Missionnaire du Clergé) il y a un an, dans un article intitulé "Drames algériens"<sup>5</sup>. J'y ai étudié, par mode de contraste, les problèmes qu'elle posait à la conscience chrétienne des deux côtés de la Méditerranée. Je n'y reviendrai pas sous cet angle. aujourd'hui.

Le départ des Anglais du Pakistan, des Hollandais d'Indonésie, même des Français de Tunisie et du Maroc, ne pose pas de problème insoluble. Il en sera tout autrement des Européens installés en

---

<sup>5</sup> Mission de l'Eglise, février 1958.

Algérie ou en Afrique du Sud et peut-être au Kenya. Pourquoi ? Parce que ces pays sont devenus de véritables colonies de peuplement.

Restons en Algérie. Sur le plan humain, on s'y trouve en présence d'un brassage remarquable de type de plus en plus algérien (à la différence de la Tunisie par exemple). De très nombreuses familles européennes n'ont plus d'attaches réelles avec la Métropole ou leur pays d'origine. Depuis plusieurs générations, en effet, leurs morts reposent dans les cimetières d'Algérie. Le titre du dernier livre de Jacques Chevallier, maire d'Alger jusqu'au 13 mai, est significatif : "Nous, Algériens". Il est à lui seul tout un programme.

En ce qui concerne la population musulmane, il faut noter qu'en 120 ans de présence française, elle a fait des progrès considérables vers une occidentalisation de la vie dans tous les domaines. On le touche du doigt quand on vient des autres Territoires d'Outre Mer. Il faudrait donc, pour être correct, ne parler que d'Algériens : les uns, de souche européenne, sont sociologiquement au moins, des Chrétiens ; les autres, de souche maghrébine, sont, sociologiquement des Musulmans. Les Juifs, assez nombreux, se rattachent le plus souvent aux premiers.

Ma conférence n'avait pas pour but la description du drame algérien en lui-même, Cependant il est ce qui nous touche de plus près dans l'ensemble du nationalisme musulman et même du nationalisme nord-africain. Je veux donc vous livrer quelques réflexions en dominante, autant qu'il est possible, le fait quotidien et les réactions passionnelles qu'il engendre.

L'Algérie est un pont et l'Algérie est un creuset.

L'Algérie d'abord est un pont. Elle est un trait d'union. Jamais dans l'Histoire, un pays d'Islam, n'a été si profondément marqué et imprégné de civilisation occidentale et, au fond, chrétienne. La présence française, ses législations scolaires et sociales le va-et-vient incessant depuis 1914 de plus de 3 ou 4 millions d'Arabo-Berbères entre l'Algérie et la Métropole, tout cela, malgré les déficiences, malgré les fautes, tout cela, c'est le fait majeur, essentiel de l'Algérie. Nulle part, même au Liban, la symbiose entre les deux civilisations n'a été aussi complète. Car, au Liban, la présence face à face des religions chrétienne et musulmane se situe dans le cadre de la seule civilisation arabe. En Algérie, l'absence même du cadre juridique d'un État qui n'a jamais pratiquement existé, a favorisé une expérience unique au monde. Le drame se joue de la continuation ou de la cessation de cette expérience.

Ceux qui l'ont vécue jusqu'ici du côté européen ont eu de grands mérites et ont commis de grandes fautes. Encore une fois je ne veux pas recommencer un procès qui a été fait si souvent et si souvent de façon tendancieuse. Ils ont vraiment été les artisans de l'Algérie nouvelle ces pionniers que nos provinces françaises (je songe surtout à l'Alsace d'après 1870) ou les pays méditerranéens (je songe surtout aux Espagnols d'Oranie) ont dépêchés sur une terre alors inculte. Mais, d'une part, ils ont eu le tort de ne pas voir les vrais problèmes du point de vue de l'ensemble algérien ni du point de vue du bloc musulman - surtout du point de vue de ses élites montantes et de sa jeunesse débordante qui réclamaient leur place au soleil. D'autre part, ils ont été les victimes de ce complexe des minorités qui, se sentent vitalemment menacées par le nombre. D'où cette volonté de conserver coûte que coûte, sans partage, la puissance politique, économique, financière qu'ils avaient, il faut le reconnaître, créée de toute pièce. Ceci ne veut pas dire que je prends à mon compte les jugements simplistes et erronés de la plupart des Français sur ceux qu'ils appellent des "ultras" et des "colons", bien que je reconnaisse aussi l'existence d'ultras et celle de colons (au sens péjoratif du terme). 'Le pays de Descartes devrait bien se rappeler que les idées les plus claires sont souvent les plus fausses quand clarté est synonyme de pauvreté.

Contrairement à ce qu'on affirme couramment, les grandes fortunes sont en Algérie proportionnellement moins nombreuses et moins élevées que dans la Métropole.

Le rapport de Marcel Pellenc au Conseil de la République a révélé que la classe aisée ne dépassait pas 15.000 personnes sur les 1.231.000. Européens. La population européenne d'Algérie est par excellence une population de classes moyennes dont les ressources sont inférieures de 20% à celles de leurs compatriotes de la Métropole. Elle est d'ailleurs rassemblée pour la moitié dans les deux centres urbains d'Alger et d'Oran et 80% des Européens habitent les villes. C'est une population de citoyens, non de colons. Quant aux colons, proprement dits, Jacques Chevallier, Français libéral s'il en fut, dénonce le crime du F.L.N. de s'être attaqué à cette "infanterie de la terre" qui, de toute la population européenne, gardait les meilleures relations avec la population maghrébine. Et un

missionnaire m'assurait qu'il n'était pas exact de parler dans le bled, même à l'heure actuelle "du fossé qui se creusait entre les deux communautés".

Quelles étaient et quelles sont donc les relations de ces deux communautés ? D'abord, on oublie parfois de dire qu'elles ne furent jamais celles des Afrikanders d'Afrique du Sud avec les indigènes africains. On oublie encore de dire qu'elles ne furent jamais celles du colour-bar et de la ségrégation dans les colonies anglaises ou même belges ; ni celles des Américains avec leurs frères noirs des U.S.A. du Sud. Et c'est à cause de cela qu'il demeure un espoir que l'Algérie restera ce pont entre deux races et deux civilisations.

Certes, la cohabitation des deux communautés reste encore, à être vécue d'une façon normale. L'égoïsme de la population européenne est pour beaucoup dans ce retard. Mais, volontairement ou par ignorance, on oublie souvent de souligner une autre cause de ce retard : c'est le mode de vie social imposé par l'Islam à l'homme seul grâce à la ségrégation pratique des femmes.

L'ancien maire d'Alger écrit dans "Nous, Algériens" : "On l'aimait tout de même cet Arabe... rien ne m'a, en effet, davantage frappé en 1956-57, au cours de la sanglante bataille d'Alger, que de voir nombre d'Européens venir discrètement me supplier d'intervenir en faveur d'un musulman arrêté ou disparu. Je connaissais les sentiments de ces Européens qui affichaient ouvertement la nécessité de les "tuer tous". Et quand je leur objectais que leurs déclarations ne correspondaient pas à leur démarche, invariablement chacun me répondait : "Oui mais celui-là n'est pas comme les autres". On peut dire, sans crainte de se tromper, qu'un million de Musulmans algériens ont un million d'amis fidèles chez les Européens qui n'osent l'avouer".

L'Algérie doit être, elle doit rester un pont, un trait d'union entre deux races, deux civilisations, deux religions, deux conceptions de l'existence.

C'est pour cela sans doute qu'aujourd'hui l'Algérie est un creuset.

Vous connaissez, en gros, les positions. D'un côté, une minorité européenne indifférente pratiquement à tous les problèmes politiques (les observateurs impartiaux en témoignent) sauf à un seul : le maintien de la souveraineté française. Non pas seulement, comme on le répète si légèrement, pour le maintien de "privilèges", mais pour une question de survie. C'est, pense-t-elle, une question de vie ou de mort. Voilà qui explique, au fond, toutes ses réactions. Et c'est ce qui est grave.

De l'autre côté, une élite musulmane de plus en plus nombreuse et de plus en plus déçue par la lenteur des réformes libérales et, plus encore, par la lenteur de leur application. Une jeunesse qui aspire à une place au soleil digne de cette poussée démographique envahissante. Depuis 1954, une masse qui vibre à toutes les péripéties d'une lutte où se forge la conscience nationale, mais qui ne prétend pas couper tout lien avec l'Europe en général et la France en particulier.

Deux civilisations aussi en affrontement (grâce à Dieu, il ne faut pas dire deux religions, et c'est presque un miracle dans le contexte d'une guerre entre occidentaux et musulmans !) deux civilisations : la civilisation occidentale à base de christianisme et de pensée gréco-latine et la société maghrébine reposant sur l'Islam, sa conception de la vie et sa conception de l'État. Il s'agit de deux conceptions différentes de l'existence. Le drame de l'Algérie est là : il ne peut y avoir de vraie cohabitation sans un certain ajustement réciproque des mentalités, sans une conception commune de l'existence. Le rapprochement s'est fait dans une certaine mesure difficile à déterminer, certes, mais beaucoup plus large qu'on ne le pense généralement. C'est alors que la question politique a consommé une rupture momentanée.

Vous comprenez que développer ces différents points pourrait nous entraîner très loin. Je veux vous résumer simplement les principaux motifs de friction. De là, je l'espère, découlera l'ampleur de la solution à mettre sur pied et la gravité de l'enjeu.

Dans un État à majorité musulmane, la minorité européenne doit accepter de ne plus dominer. A l'esprit de colonisation, elle doit substituer celui d'association. "Nous sommes tous là, écrit Jacques Chevallier, sur une même ligne, ensemble, les Musulmans et nous, pour vivre, pour bâtir avec un égal amour et un intérêt identique sur notre terre commune. Et parce que c'est notre terre commune, nous tous ses habitants, quelles que soient nos origines, nous sommes d'abord des Algériens". De son côté, Chérif Benhabyles pouvait écrire : "Alors que l'Angleterre n'a pas osé confier un seul fusil à un seul

Égyptien, c'est par milliers que les nôtres sont morts pour votre cause, sans même avoir l'idée de leur mérite". "Le passé est mort", dit un proverbe arabe : chacun doit s'en pénétrer.

C'est un premier problème. Il en est un autre aussi fondamental : la minorité européenne peut-elle cesser de dominer sans être dominée, écrasée, éjectée d'un état à majorité musulmane ? La "remontée sociologique" que nous avons fait tout à l'heure nous indique qu'une telle question n'a rien d'oiseux. La virulence de l'idée de communauté chez les Musulmans est telle que tous les problèmes de leur Algérie se posent en termes d'ensembles.

1° - Communauté pan-maghrébine (et le président Bourguiba en sait quelque chose dont toute la politique est empoisonnée par la présence d'une armée F.L.N. sur son territoire. Et il ne peut faire autre chose que de l'accepter et de l'aider, les Algériens le savent bien).

2° - Communauté panarabique (c'est pour le président Nasser un des facteurs essentiels de la pression qu'il entend exercer selon les besoins du moment sur l'un ou l'autre pion de l'échiquier international : d'où la constitution au Caire du Gouvernement provisoire de Ferhat Abbas que Rabat et Tunis ont retardé jusqu'à l'extrême limite).

3° - Communauté pan-islamique. Et là, ce sont tous les problèmes qui se posent à l'Islam moderne que doit affronter la jeune Algérie :

Non seulement l'accession de ses élites au Gouvernement du pays, non seulement la promotion de la femme musulmane, non seulement les questions de scolarisation, d'emploi, d'industrialisation, etc... etc...

Mais, ce qui est plus grave, la désintégration de la famille patriarcale sous les coups de la guerre et de l'invasion d'une civilisation technique et personnaliste, désintégration qui permet à la jeunesse toutes les aspirations, y compris des aspirations spirituelles et religieuses qui leur étaient autrefois pratiquement impossible.

Mais surtout la grande question : l'Islam est-il capable de s'adapter suffisamment, de se "laïciser" (au bon sens du terme) suffisamment, de distinguer suffisamment le spirituel et le temporel pour permettre la mise sur pied d'un État qui ne soit pas totalitaire au sens musulman, où la religion du Prophète ne soit pas, comme partout ailleurs, religion d'État, d'un État qui respecte parfaitement toutes les exigences de la conscience chrétienne et de la personne au sein de la communauté, qui ne soit pas l'instrument des revanches en fonction des refoulements du passé, d'un État non seulement multi-racial mais où la cohabitation politique, économique, religieuse, familiale, culturelle, personnelle puisse s'exprimer librement et avec plus d'efficacité qu'hier, sur la base du respect de la personne et non seulement sur les droits de la communauté des croyants ?

L'Algérie est le creuset de cette symbiose des deux civilisations méditerranéennes. Si l'idéal des Ulémas l'emportait, "bâtir une Algérie musulmane" la partie serait manquée : l'Algérie retournerait à l'Orient. Certes, la Turquie est laïcisée, mais dans une atmosphère islamique : l'avancement vers les charges majeures de l'État est interdit pratiquement au non-musulman. De même aussi en Égypte où il y a pourtant plus de 5 millions de chrétiens (les coptes orthodoxes). Même en Tunisie et au Maroc malgré des codes personnels plus libéraux, la symbiose ne s'est pas faite et ne pouvait pas se faire : la minorité européenne n'était ni assez importante ni surtout assez intégrée au pays. La pression musulmane s'accroît de toute façon sur les chrétiens égyptiens, sur les paysans italiens ou maltais de Tunisie. L'Islam y gagne du terrain à cause de l'ambiance même qui règne sur le territoire. L'Islam, nous l'avons vu, n'est pas qu'une religion. Il est aussi une cité terrestre il est aussi une politique. Là est le drame pour l'Islam lui-même lorsqu'il veut s'adapter : aux structures d'un État moderne.

Après l'échec du Colloque de Florence, le R. P. Daniélou écrit dans les Etudes du mois dernier<sup>6</sup> sous le titre : "Les fondements de la Communauté méditerranéenne" (en gros, ces fondements peuvent se résumer dans l'accord des trois grandes religions monothéistes sur ce qu'elles ont d'essentiel. ) (Il poursuit) : "Il me paraît clair, en effet, qu'une des raisons fondamentales qui créent une anxiété dans la conscience française devant l'indépendance des pays d'Outre-Mer est moins la crainte de cette indépendance comme telle que celle des influences idéologiques qui peuvent en être l'occasion. Et, réciproquement, une des raisons de la défiance témoignée dans le passé par les pays d'Outre-Mer à la France a été l'incertitude sur les principes que celle-ci représentait. Rien ne peut créer

---

<sup>6</sup> Février 1959.

un climat de confiance réciproque comme la certitude que certains principes fondamentaux ne peuvent, en aucune, circonstance, être mis en question. Et c'est pourquoi la recherche de ces principes communs apparaît comme la base nécessaire de l'avenir de la communauté méditerranéenne".

Cette communauté méditerranéenne, elle doit naître avant tout en Algérie. Et c'est de ce problème qu'il faut trouver la solution. L'abandon de la puissance quasi-discrétionnaire de la minorité européenne en est un des éléments. Mais l'abandon par les musulmans de vues proprement islamiques qui empêcheraient la mise sur pied d'un statut personnel garantissant efficacement tous les droits inaliénables de la personne en est un autre. Ce ne sera pas le moins laborieux. Le passage d'une conception de la vie à une autre est plus difficile que la conversion à une religion. Même dans les cas de conversion religieuse, cette philosophie de l'existence perdure. Aussi longtemps qu'elle n'aura pas la certitude que "certains principes fondamentaux ne peuvent en aucune façon être mis en question", la communauté européenne fera massivement appel, en Algérie, à la souveraineté française. Quant aux intérêts puissants que je n'ai pas la naïveté d'ignorer et par lesquels certains veulent tout expliquer, il me semble suffisamment prouvé que trop souvent ils s'accommodent de tous les régimes et qu'ils ne s'embarrassent pas toujours des philosophies de l'existence ! ! Ils sont prêts à trouver leur place dans n'importe quelle combinaison politique.

Dans la perspective où je me suis placé, vous comprenez qu'il n'est pas possible d'accepter la solution du partage du territoire entre Arabo-Berbères et Européens. Outre l'injustice qui frapperait les premiers, on peut affirmer que la présence des seconds aux points les plus riches ne ferait que cristalliser la haine. Elle créerait un nouveau complexe d'Israël au sein de la communauté arabe. Cette solution serait l'échec de la mission providentielle de l'Algérie : au lieu d'unir, elle serait devenue le témoin irrécusable de l'impuissance et de la division.

Peut-être l'infléchissement du mouvement du 13 mai dans le sens voulu par le Chef de l'État inaugure-t-il une politique d'où devrait sortir une communauté. Mais la recherche de l'équilibre algérien ne peut être que l'œuvre du temps. C'est la rançon de toutes les grandes entreprises. Car c'est d'équilibre qu'il s'agit, mais d'un équilibre dynamique qui satisfasse toutes les aspirations légitimes : européennes ou maghrébines de l'élite et de la masse, de la femme et de la jeunesse, du fellah et du prolétaire. Un équilibre vital qu'il faudra sans cesse créer et qui n'aura pas trop des énergies et de la bonne volonté de tous pour sans cesse se re-crée. C'est cela qui rend si urgente et si tragique la recherche d'une solution immédiate pour un cessez-le-feu : le sang qui coule risque de creuser un fossé (et les extrémistes de chaque bord la savent bien, hélas !). Et, d'autre part, on ne peut guère, d'un côté comme de l'autre, mettre bas les armes sans être d'accord sur les problèmes essentiels. Que j'ai essayé maladroitement de vous résumer. Car un cessez-le-feu n'a pas de sens si la guerre civile reprend demain entre masses européennes et maghrébines, ou entre Arabes et Berbères, ou entre partisans du M.N.A. et du F.L.N. Ce ne sont pas, hélas, des hypothèses chimériques au dire de ceux qui ont passé leur vie au service des uns et des autres dans les montagnes de Kabylie par exemple.

Il faut des solutions immédiates, qui n'ont de sens qu'en fonction de solutions d'une grande portée que seul le-temps peut mûrir. Les erreurs et les fautes de l'un et l'autre camp les ont rendues plus urgentes en même temps que plus laborieuses.

D'autant plus urgentes qu'il y a un troisième larron qui marque des points au Moyen-Orient : le communisme international à la tactique bien définie et bien précise. Il a réussi à créer des Musulmans-Soviétiques qui, lors du pèlerinage de la Mecque, font de la propagande marxiste... Danger imminent. car chez beaucoup d'élites et de jeunes musulmans, la foi en Dieu, grandeur de l'Islam, a disparu. Au profit de la seule Communauté ou Umma. Que la guerre continue trop longtemps, généralisant de part et d'autre des méthodes inhumaines qu'aucune conscience chrétienne ne peut accepter ; que la victoire de la France laisse des masses désaxées sans les réformes et les appuis nécessaires ; que le F.L.N. instaure un état faible à la merci de guerres civiles, le troisième larron attend son heure. Nous touchons là un des aspects les plus dramatiques du problème algérien sur lequel je ne veux pas m'étendre (puisqu'il nous amènerait jusqu'à des considérations stratégiques et internationales), mais que je me devais de signaler. Européens et Maghrébins devraient comprendre avant qu'il ne soit trop tard qu'un tel enjeu demande un sursaut héroïque de compréhension mutuelle.

Vous savez qu'il existe, dans le bassin méditerranéen, un exemple d'équilibre juridique digne d'attention : c'est celui de l'Etat libanais, composé par moitié de musulmans et de chrétiens (catholiques ou orthodoxes). Le Président de la République doit être chrétien, le Premier ministre musulman. Les ministres sont dosés selon les différentes confessions. De même pour certaines charges importantes de l'Etat. Cet équilibre juridique sert de modèle à celui que l'on instaure à Chypre : Un président grec, un vice-président turc, 7 ministres grecs, 3 ministres turcs, etc...

Il pourrait peut-être aider à une solution équilibrée en Algérie aussi. Mais prenons garde aux illusions : l'équilibre libanais s'est instauré entre Arabes. Vous vous souvenez que ce sont des Arabes libanais chrétiens qui sont à l'origine du renouveau nationaliste arabe (et par le fait même Musulman) chez eux, en Égypte et dans tout l'empire turc. De plus, cet équilibre a pour point de départ la religion, au point qu'il serait rompu si la proportion des religions venait à changer !!!

Tout cela est d'une application bien difficile à une Algérie moderne. De toute façon, il ne peut s'agir là que d'un équilibre toujours fragile et dont l'existence dépend de la volonté d'union des deux parties. L'Algérie restera un point névralgique comme tous les points de jonction vitale. Toujours elle sera un pont et toujours elle sera un creuset..., demain pacifique..., avec l'aspect de purification continue que supposent le terme et la chose. Une personnalité, une symbiose vivante qui, comme tout être vivant, chaque jour se construit... quelles que soient les institutions juridiques qui seront le fruit de la paix revenue.

Il ne s'agit pas seulement en Algérie de prestige, ou de pétrole, ou de position stratégique. Il s'agit d'un choix historique. Il peut influencer, dans un sens ou dans l'autre, les siècles à venir. Ce grand œuvre d'union dont nous avons parlé est une des grandes chances de l'Histoire. Il peut être l'ébauche d'une communauté méditerranéenne valable, qui aura sa répercussion sur la communauté humaine tout entière.

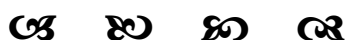
Il peut aussi en être un des plus grands échecs. Une Algérie, puissance musulmane repliée sur elle-même et tournée vers l'Orient ou une Algérie, puissance européenne qui refoule les aspirations légitimes de millions de musulmans, c'est un recul de plusieurs siècles. C'est refaire de la Méditerranée le champ clos où se sont affrontées si longtemps civilisation occidentale chrétienne et civilisation islamique. Durcissement, déchirement et finalement régression.

Au plus fort de ses démêlés avec Mac Mahon et Napoléon III, Lavignerie s'écriait : "Alger n'est qu'une porte ouverte par la Providence sur un continent de 200 millions d'âmes". Le grand apôtre songeait à l'avenir religieux de l'Afrique. Il faut aujourd'hui aller plus loin. Algérie, terre providentielle, creuset purificateur et unificateur des deux races et des deux civilisations. Creuset d'une synthèse originale dont la faiblesse de l'homme a toujours compromis la réalisation. Compréhension féconde et vitale des deux mentalités et, il faut un jour l'espérer, des deux religions. Les souffrances actuelles ne sont-elles pas le prix dont il nous la faut payer dans ce monde soumis au péché ?

En cette conjoncture, le rôle des chrétiens est essentiel. Il est injuste de prétendre que tous, là-bas, l'ont oublié. Chez beaucoup l'héroïsme de leur charité a montré qu'ils se savaient les disciples de la religion de l'amour. Mais quelle illusion pour d'autres de succomber, en ces heures tragiques, aux tentations d'un simple christianisme sociologique, qui ne soit ni esprit ni vie ! Comment des Musulmans y reconnaîtraient-ils le témoignage des fils de Dieu ? "Le sens chrétien de la patrie écrivait Mgr. Chappoulié peu avant sa mort, exige un effort continu à base d'amour, pour comprendre les valeurs originales, les besoins vitaux et les aspirations de la patrie des autres. " Ce témoignage d'amour peut seul amener des Musulmans à la même conception de fraternité humaine, au sein d'une même cité.

Quant à nous catholiques de France, qui en parlons et qui en écrivons tant à notre aise, prions-nous suffisamment pour l'Algérie, ce pont et ce creuset, ce puits de souffrances et ce trait d'union de l'espérance ? L'Algérie est saturée de nos manifestes et de nos déclarations à l'usage interne. Elle a avant tout besoin de nos prières. "... et mutantia corda tu dirigas", demandions-nous au Saint Esprit dans une oraison de Carême. "Dirige nos cœurs qui vacillent". En ce moment ce ne sont pas seulement nos cœurs qui vacillent, ce sont aussi nos esprits et nos intelligences qui sont dans le noir. Chez ceux au moins qui veulent bien songer à l'Algérie pour elle-même et non en fonction de leur intérêt ou de leur tranquillité. Peut-être la prière du Christ pour l'Unité ne nous est-elle pas apparue sous toutes ses dimensions et peut-être demande-t-elle au savoir-faire de notre générosité et de nos sacrifices à trouver là, dans ce bassin méditerranéen qui fut le lieu géographique de l'Homme-Dieu, une de ses réalisations privilégiées, en cette "Algérie si douloureusement déchirée et où se joue peut-être, vient d'écrire Mgr. Duval, dans son mandement de Carême, le sort du-monde entier".

P. Grillou P. B.





S. M. A. Comprendre  
20, rue du Printemps  
PARIS  
C. C. P. : 15 263 74